

# TITRE DE RECETTE EXECUTOIRE

COPIE DESTINEE AU DEBITEUR FORMANT AVIS DES SOMMES A PAYER

Page 1/1

<b>COLLECTIVITE</b>	
BP SEULLES TERRE ET MER Budget Principal	
<b>SIRET :</b> 20006951600074	
<b>Adresse :</b> 10 PLACE EDMOND PAILLAUD	
CREULLY 14480 CREULLY SUR SEULLES	
<b>Tél. :</b> 02.31.36.21.97	<b>Fax :</b>
<b>CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES</b>	
SGC BAYEUX - CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES AVENUE DE LA VALLEE DES PRES CS46417 14400 BAYEUX Tél. : 0231514440 - Fax : Courriel :	
<b>Compte Banque de France :</b>	IBAN : FR79 3000 1002 44C1 4600 0000 083 BIC : BDFEFRPPCCT BDF PARIS

Extrait de titre exécutoire en application de l'article L 252 A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles L.1617-5, D.1617-23, R.2342-4, R.3342-8-1 et R.4341-4 du CGCT.

<b>RENSEIGNEMENTS DU DEBITEUR</b>
CITEO
50 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS NEUVIEME ARRONDISSEME

A compter de la réception du présent avis, vous disposez d'un délai de :  
- trente jours pour payer cette somme au comptable public selon les modalités détaillées ci-dessous;  
- deux mois pour éventuellement contester ce titre de recette, selon les modalités détaillées ci-dessous;  
Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

<b>Ordonnateur</b>	<b>Signature</b>
Président OZENNE THIERRY	

<b>OBJET DE LA RECETTE</b>	1ER ACOMPTE PARTICIPATION APPEL A POJET COLLECTE 2023
----------------------------	-------------------------------------------------------

<b>EXERCICE</b> 2024	<b>Année d'origine</b> 2024	<b>Emis et rendu exécutoire le</b> 10/01/2025	<b>N° du Bordereau</b> 247	<b>N° du Titre</b> 1278
-------------------------	--------------------------------	--------------------------------------------------	-------------------------------	----------------------------

DECOMPTE DE LA RECETTE	IMPUTATION			MONTANT H.T.	MONTANT TVA	MONTANT TTC	N° INVENTAIRE
	Article	Opérat°	Fonct°				
1ER ACOMPTE PARTICIPATION A PARTICIPAT° AAP COLLECTE 2023	1318	13	7212	17 776,80		17 776,80	STM-7216-5611-2024-0

**SOMME DUE (€)**  
**à régler à réception** \*\*\*\*\*17 776.80

## Comment régler votre créance :

- Par règlement en numéraire, dans la limite de 300 euros, à la caisse du comptable chargé du recouvrement : veuillez rapporter dans ce cas, le présent avis. En venant payer, un reçu vous sera remis.
  - En espèces (dans la limite de 300€) ou en carte bancaire, muni du présent avis, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site : <https://www.impots.gouv.fr/paiement-de-proximite>).
  - Par chèque adressé au comptable chargé du recouvrement : veuillez joindre le talon détachable à votre chèque, sans le coller ni l'agrafer.  
LIBELLETZ obligatoirement le chèque à l'ordre du TRESOR PUBLIC.
- Dans votre intérêt, n'envoyez en aucun cas un chèque sans indication du bénéficiaire ainsi que des références de la créance dont vous vous acquittez.
- Par virement bancaire sur le compte courant (IBAN) du comptable chargé du recouvrement : veuillez inscrire très lisiblement dans le cadre 'Correspondance', les références portées sur le talon détachable.

## Comment contester ou vous renseigner sur votre créance :

Pour tout renseignement complémentaire sur la créance dont le paiement vous est réclamé, vous devez contacter le service comptable de la collectivité désignée sur le présent acte.  
Pour contester le bien-fondé de cette créance, vous devez déposer un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite (cf. 2° de l'article L.1617.5 du code général des collectivités territoriales).  
Toute somme non acquittée dans le délai de trente jours de la réception du présent avis fera l'objet de poursuites engagées par le comptable public indiqué (seul celui-ci peut accorder un délai de paiement dans des cas exceptionnels). Pour contester ces poursuites, vous devez déposer un recours devant le juge de l'exécution mentionné aux articles L.213-5 et L.213-6 du code de l'organisation judiciaire dans un délai de deux mois suivant la notification de l'acte contesté (cf. 2° de l'article L.1617-5 du code général des collectivités territoriales).

ODYSSEE Informatique - ICARE 1.67B

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03	<b>COLLECTIVITE</b> BP SEULLES TERRE ET MER Budget Principal	<b>N° DU TITRE</b> 2024 - 1278
<b>RECU EN PREFECTURE</b> le 23/04/2025 NOM DU DEBITEUR CITEO	<b>REDEVABLE</b> CITEO	<b>MONTANT</b> *****17 776.80 €

Partie découpable de l'avis des sommes à payer